

SOMMAIRE

1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport analyse l'impact d'un réchauffement climatique de 1,5°C ou de 2 °C. Une différence de demi-degré qui pèserait sur la balance des vulnérabilités à l'échelle de la planète.



2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIETE

►Levels and trends in child mortality report 2018

SCIENCES & TECHNIQUES

►Modeling the Impact of Artificial Intelligence on the world economy

ECONOMIE

►Rapport sur les investissements intra-africains : Un premier aperçu

ENVIRONNEMENT

►The global material resource outlook to 2060

POLITIQUE

►Country report on terrorism 2017

3. CONCEPT EMERGENT

Le concept abordé dans ce numéro porte sur l'équité intergénérationnelle.

4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

Global warming of 1.5 °C : Summary for Policymakers/Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC)

Tags:

Changement climatique Scénarios | Réchauffement climatique

Ce rapport, commandé au Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) lors de la COP 21, organisée, en 2015, à Paris, analyse l'impact d'un réchauffement climatique de 1,5°C ou de 2 °C. Une différence de demi-degré qui pèserait sur la balance des vulnérabilités à l'échelle de la planète.

Les grandes lignes de ce rapport peuvent être résumées comme suit :

- L'humanité a déjà atteint, en 2017, une hausse moyenne des températures de 1 °C, par rapport à l'ère préindustrielle.
- Le réchauffement climatique pourrait atteindre 1,5°C entre 2030 et 2052 si rien n'est fait pour infléchir la courbe des émissions de gaz à effet de serre. A titre d'illustration, l'Arctique se réchauffe, aujourd'hui, à une cadence de 2 à 3 fois supérieure à la moyenne initialement prévue par le GIEC.
- Le GIEC révèle que même à 1,5°C ou à 2°C, le demi degré (0,5 °C) de différence conduirait à accroître les risques tant pour les écosystèmes que pour les économies.

L'impact d'un réchauffement climatique à +1,5°C ou 2°C aurait des effets bien différents. A titre comparatif, ci-après, les effets les plus marquants des deux scénarios cités dans le rapport :

- Le rapport note que les vagues de chaleur serait dans le scénario de + 1,5°C de l'ordre de 3°C contre 4°C dans le scénario de +2°C.
- S'agissant des pluies torrentielles, le rapport souligne un risque plus élevé à 2°C qu'à 1,5°C, notamment, dans les hautes latitudes de l'hémisphère Nord, l'Asie de l'Est et l'Amérique du Nord.
- Concernant la biodiversité, le rapport fait ressortir que plus de la moitié des habitats naturels seraient perdus pour :
 - ✓ 4% des vertébrés dans le scénario de 1,5°C contre 8% pour celui de 2°C,
 - ✓ 6% des insectes dans le scénario de 1,5°C et 18% comparativement avec celui de 2°C,
 - ✓ 8% des plantes dans le scénario de 1,5°C contre 16% pour celui de 2°C.
- Une baisse de rendement des cultures céréalières serait plus importante avec un réchauffement de la température à 2°C notamment en Afrique subsaharienne, Asie du Sud-est et Amérique latine.
- Une perte des récifs coralliens avoisinant 70 à 90% dans un réchauffement de 1,5°C contre 99% dans le scénario de 2°C.

- La pêche annuelle des poissons serait réduite de 1,5 million de tonnes dans le scénario de 1,5°C contre 3 millions de tonnes dans un réchauffement de 2°C.
- Une fonte complète de la Banquise est prévue en été une fois par siècle à 1,5°C contre une fois par décennie à 2°C.

En Afrique, le passage de 1,5°C à 2°C provoquerait une forte hausse de la sécheresse qui sévit déjà dans la région du Sahel. D'ici à l'horizon 2050, 350 à 600 millions d'africains seraient exposés à un stress hydrique, accentué par les effets du réchauffement climatique.

Selon le Fonds Mondial pour l'Environnement, le nombre de réfugiés climatiques serait en augmentation. Plus de 60 millions de subsahariens seraient forcés de quitter leur région d'origine vers l'Afrique du Nord et l'Europe d'ici à 2020.

La modification des précipitations aurait un impact négatif sur les cultures. Un réchauffement d'environ 2°C entraînerait une réduction de 10% du rendement agricole total en Afrique subsaharienne d'ici à l'horizon 2050. En outre, en l'absence d'action, l'Afrique ne subviendrait qu'à 13% de ses besoins alimentaires d'ici 2050.

Selon le rapport, limiter la hausse du réchauffement climatique à 1,5 °C passe par une réduction des émissions de CO2 de 45 % d'ici 2030 et la réalisation d'une « neutralité carbone » en 2050.

Le rapport souligne que la voie est mal engagée pour limiter la hausse à 1,5 °C. Si quelques pays notamment en Europe respectent leurs engagements pris à la COP 21, d'autres parmi les plus gros pollueurs

comme les Etats-Unis (qui se sont retirés de l'Accord de Paris) en ont décidé autrement. Les analystes s'attendent à un réchauffement de la planète de 3 °C d'ici à la fin du siècle.

Source :

http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_fin al.pdf

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIETE

► **Levels and trends in child mortality report 2018/UNICEF, 2018**

Tags : Société | Mortalité néonatale | Mortalité juvénile | Mortalité infantile | Monde | Afrique | 2030 |

Selon ce rapport portant sur la mortalité juvénile, publié par l'UNICEF, environ 6,5 million d'enfants de moins de 15 ans sont morts en 2017¹. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les causes de ces décès sont évitables pour la plupart.

5,4 millions des décès enregistrés sont survenus durant les 5 premières années de vie dont 2,5 sont des nouveaux nés. Le rapport prévoit qu'au rythme actuel, entre 2018 et 2030, environ 56 millions enfants mourraient avant d'atteindre l'âge de cinq ans dont 28 millions seraient des nouveau-nés.

Globalement, la mortalité juvénile a connu une baisse partout dans le monde. Elle est passée de 1,7 million par an en 1990 à 900 000 en 2017. Le continent africain est resté en marge de cette amélioration globale, puisque, 55 % des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde ont eu lieu en Afrique subsaharienne.

Sur les sept pays qui concentrent la moitié de cette

¹ L'équivalent d'un décès toutes les cinq secondes.

mortalité, quatre sont africains : le Nigeria, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie et le Niger. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale concentrent, seules, un tiers du total des jeunes décédés avant leur seizième année.

"Il ressort du rapport, également, les fortes disparités socio-spatiales au sein des pays. Le taux de mortalité juvénile dans les zones rurales est deux fois plus élevée que le taux enregistré dans les zones urbaines. Par ailleurs, les enfants dont la mère n'a pas été scolarisée ont un risque plus de deux fois plus élevé de mourir avant leur cinquième année que les enfants issues de mère scolarisée.

Selon le rapport, la mortalité infantile survient, la plupart du temps, pour des causes qui peuvent être évitées ou traitées. Il s'agit, entre autres, à titre illustratif, des "complications à la naissance, pneumonie, septicémie néonatale et paludisme," ... Par ailleurs, concernant la tranche d'âge des 5-14 ans, les décès sont occasionnés par des noyades et des accidents de la route.

Le rapport propose quelques recommandations susceptibles de réduire les inégalités et les risques portant atteinte aux droits des enfants, compromettant leur avenir. Il s'agit de :

- "mettre un terme aux décès évitables, d'investir dans la santé des jeunes afin de développer le capital humain des pays et de stimuler ainsi leur croissance et leur prospérité futures.
- venir en aide aux nouveau-nés, aux enfants et aux mères les plus vulnérables, conformément aux Objectifs de Développement Durable."

Source: https://www.unicef.org/publications/index_103264.html

◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Modeling the impact of Artificial Intelligence on the world economy/ Mckinsey & Company, 2018

Tags : Intelligence Artificielle|Pays développés|Pays émergents|Ecart de richesse|Masse salariale|Emploi

Cette étude met l'accent sur les gains nets de l'intégration de l'Intelligence Artificielle (IA) par les entreprises. Elle devrait générer, en moyenne, 13 000 milliards de dollars de richesse additionnelle, soit un surplus de croissance de 1,2% par an à l'horizon 2030, avec une forte accélération entre 2025 et 2030.

L'étude souligne que les pays les plus avancés en matière d'adoption des technologies de l'intelligence artificielle, principalement ceux développés, devraient tirer profit à l'horizon 2030 des bénéfices nettement supérieurs par rapport aux pays émergents.

L'étude indique, également, que l'intelligence artificielle risquerait de creuser les écarts de richesse entre les Etats, les entreprises et les salariés à l'horizon 2030. Les pays développés ayant enregistré des progrès remarquables dans l'adoption des techniques de l'Intelligence artificielle pourraient capter "20% à 25%" de la richesse produite, contre "5% à 15%" pour les pays en développement. A titre d'illustration, la Suède connaîtrait une augmentation de son PIB de 4% d'ici 2025, contre 1% pour la Zambie.

Concernant les travailleurs aux tâches répétitives, leurs salaires pourraient connaître une stagnation, voire une baisse. A l'inverse, une partie de la masse salariale globale, soit 13% basculerait vers les travailleurs aux tâches non répétitives et aux fortes compétences numériques.

En outre, l'étude établit un scénario selon lequel la demande globale d'emploi, équivalent temps plein, pourrait rester stable, voire diminuer légèrement d'ici 2030.

Le rapport note que les pays et les entreprises proactifs en termes d'intégration de l'intelligence artificielle devraient s'engager de façon durable vu que les bénéfices ne seraient visibles qu'après plusieurs années. Les gains pour les pionniers de ces technologies augmenteraient fortement au cours des années prochaines, aux dépens des retardataires.

En guise de conclusion, l'étude souligne l'impératif pour les Etats, les entreprises et la société de relever les défis futurs en matière d'intelligence artificielle dans le monde du travail. Il plaide en faveur d'une meilleure coopération entre les différentes parties prenantes.

Source:<https://www.mckinsey.com/fatured-insights/artificial-intelligence/notes-from-the-ai-frontier-modeling-the-impact-of-ai-on-the-world-economy>

◆◆◆ ECONOMIE

► Rapport sur les investissements intra-africains : Un premier aperçu/Banque africaine de développement, 2018

Tags : Afrique | Investissements intra-africains | Investissements directs à l'étranger | Empreinte africaine | Industries | Marchés locaux | Climat de confiance | Partenariats | Marché du travail

Ce rapport met en relief les réalités auxquelles font face les entreprises africaines lorsqu'elles investissent en Afrique, les tendances émergentes en matière d'investissement et les mesures permettant d'accélérer les investissements intra-africains.

Le rapport passe en revue huit multinationales africaines privées et cotées en bourse, opérant dans les secteurs des services aux consommateurs, de la finance, de l'industrie, des médias et des portefeuilles diversifiés. Celles-ci sont basées en Afrique du Nord (Maroc), Afrique de l'Ouest (Nigeria), en Afrique centrale (Éthiopie, Kenya) et en Afrique australe (Maurice, Afrique du Sud).

Bien que les investissements directs à l'étranger vers l'Afrique sont en baisse, les investissements intra-africains connaissent une autre dynamique. Les entreprises africaines sont de plus en plus nombreuses à investir dans le continent et à étendre leur empreinte africaine. Elles ont confiance dans le potentiel de croissance à long terme du continent, sont à la pointe de leurs industries et tirent profit de leur connaissance des marchés locaux pour rentabiliser leurs investissements et avoir un impact plus important.

Le rapport rappelle que l'Afrique pourrait tirer profit d'une croissance et d'un développement durables et inclusifs, et ce à travers de nouveaux investissements. De plus, le sujet des investissements intra-africains est étroitement lié aux questions d'intégration, de croissance et de prospérité du continent.

Les décideurs politiques du continent ont un rôle majeur et pourraient encourager les investissements intra-africains en instaurant un climat de confiance et en se positionnant comme des partenaires d'affaires fiables pour les investisseurs africains.

Le rapport souligne que la rentabilisation des investissements intra-africains ne pourrait être atteinte qu'à travers une vision claire à long terme, une connaissance profonde et continue du paysage des investissements et une analyse des données. Il est également nécessaire de développer des partenariats locaux et de mobiliser les compétences sur le marché du travail local.

Source :

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Africa-To-Africa_Investment-A_First_Look.pdf

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

►The global material resource outlook to 2060 /OCDE, 2018

Tags: Matières premières|Minéraux | 2060Economie mondiale|Changement climatique| PIB| CO2| Economies en développement| OCDE |

Selon ce rapport, la consommation de matières premières à l'échelle mondiale devrait doubler à l'horizon 2060, parallèlement à la croissance économique mondiale et à la hausse des niveaux de vie, ce qui exercerait une pression accrue sur l'environnement.

Le rapport indique que la consommation mondiale de matières premières devrait s'élever de 90 gigatonnes actuellement pour atteindre 167 gigatonnes en 2060, d'autant plus que la population mondiale devrait atteindre 10 milliards de personnes et le revenu moyen par habitant progresserait pour rejoindre celui de l'OCDE, estimé à 40 000 dollars aujourd'hui.

La pollution de l'environnement pourrait s'accroître et avoir un impact notable sur le changement climatique, notamment, avec l'accroissement de l'extraction et du traitement de matières premières, notamment la biomasse, les combustibles fossiles, les métaux.... Par ailleurs, la diminution progressive des activités du secteur manufacturier, au profit des activités de services ainsi que l'amélioration de l'efficacité industrielle, qui contribuent à la réduction de la consommation de ressources par unité de PIB, ne diminueraient pas les risques sur l'environnement.

Le rapport souligne que la consommation de matériaux de construction serait marquée par une augmentation importante dans les économies en développement.

Le sable et gravier, le charbon, le calcaire... représentent plus de 50% de la totalité des matières utilisées en 2017 et ces volumes s'élèveraient à l'horizon 2060.



Le rapport relève que l'ensemble des émissions imputables à la gestion de matières premières passerait de 28 à 50 gigatonnes d'équivalent CO2 à l'horizon 2060 en l'absence de nouvelles mesures de réduction de leur consommation intensive.

Enfin, le rapport recommande la mise en œuvre de politiques d'efficacité et d'utilisation rationnelle des ressources en réponse à ce défi. L'élaboration de ces politiques devrait prendre en considération les éléments suivants :

- Mettre en œuvre une combinaison d'instruments politiques pour garantir un ensemble cohérent d'incitations à l'exploitation rationnelle et efficace des ressources tout au long de la chaîne de production du produit.
- Traiter l'efficacité des ressources comme un défi de politique économique et intégrer la gestion durable et l'efficacité des ressources dans les politiques transversales et sectorielles.
- Mettre en place des procédures d'évaluation des politiques grâce au recueil des données et des analyses.

Source: <http://www.oecd.org/environment/waste/highlights-global-material-resources-outlook-to-2060.pdf>

◆◆◆ POLITIQUE

► Country report on terrorism 2017/ State Department, 2018

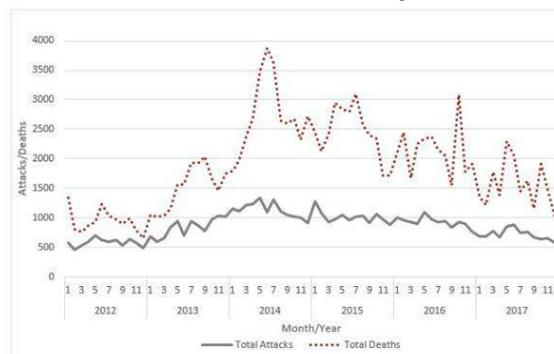
Tags:

Terrorisme | Département d'Etat américain | Etatismique | Etats-Unis | Iran | Irak

D'après ce rapport annuel sur le terrorisme dans le monde du Département d'Etat américain, la menace terroriste persiste malgré les défaites militaires de l'Etat islamique l'année dernière et la baisse du nombre d'attentats par rapport à 2016.

Les attaques terroristes ont connu une baisse en 2017 par rapport à 2016, soit environ -23% au niveau mondial avec -27% de morts que l'année dernière. Cette tendance à la baisse s'explique, principalement, en raison d'une diminution drastique du nombre d'attaques en Irak. En 2017, 1.951 attentats ont eu lieu dans ce pays contre 2.969 l'année précédente. Le rapport souligne que 70% des décès liés au terrorisme sont concentrés dans cinq pays : l'Irak, l'Afghanistan, le Nigeria, la Somalie et la Syrie.

Le nombre d'attentats et de décès dans le monde depuis 2012



Source : Département d'Etat américain, 2018

En gris : le nombre d'attentats.
En rouge : le nombre de victimes.

Le rapport souligne que l'Etat islamique est en train d'adopter une nouvelle stratégie à mesure que ses territoires sont repris en Syrie. L'organisation "a continué sa transition d'une structure de commandement et de contrôle centralisée vers un modèle plus diffus", d'autant plus que le choix des cibles et du calendrier des attaques, ainsi que des moyens employés, "a été de plus en plus souvent confié aux terroristes" eux-mêmes dans les différents pays.

D'après le rapport, l'Iran est considéré comme étant "le premier Etat soutenant le terrorisme dans le monde", au service de sa politique. Il "est responsable de l'intensification de nombreux conflits". De plus, des réseaux de financement et des caches d'armes reliés à l'Iran existent partout dans le monde.

Source :

<https://www.state.gov/documents/organization/283100.pdf>

◆◆◆◆◆ CONCEPT EMERGENT

Equité intergénérationnelle

"Le concept d'équité intergénérationnelle désigne une forme d'équité entre les générations du présent et du futur de jouir d'un environnement sain et viable².

Bien qu'il n'existe pas de mécanisme juridique rendant ce concept coercitif, celui-ci a été intégré à la Déclaration de Rio issue du Sommet de la Terre de 1992 et dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette dernière stipule qu'" il incombe aux Parties de préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures³ [...] ". Même l'Accord de Paris mentionne « l'équité entre les générations » dans son préambule⁴.

Pourtant, les contributions fixées au niveau national par les États ne permettent pas de limiter à 1,5°C l'élévation des températures. À l'heure actuelle, dans l'éventualité où tous les pays – y compris les États-Unis – respecteraient ces engagements, les émissions mondiales de gaz à effet de serre mèneraient vers un réchauffement de 3°C d'ici 2100⁵.

² IPCC, Global Warming of 1.5°C, an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5°C, 2018, 8.

³ IPCC, Global Warming of 1.5°C, an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty – Summary for Policymakers, 2018, consulté le 14/10/2018, URL http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf

⁴ IPCC, Global Warming of 1.5°C, an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5°C, 2018, 9.

⁵ IPCC, Global Warming of 1.5°C, an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5°C, 2018, 10.

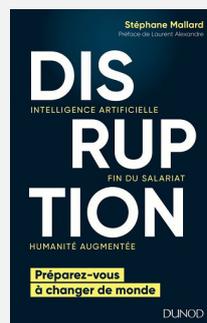
◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions globales ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

LAFRANCE Jean-Paul (2018), Promesses et mirages de la civilisation numérique



MALLARD Stéphane (2018), Disruption. Intelligence artificielle, fin du salariat, humanité augmentée



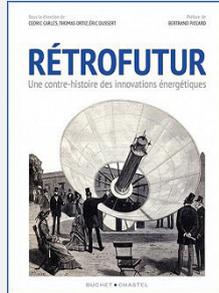
ROSS Alec (2018), Les Industries du futur



DEHAENE Stanislas (2018),
Apprendre ! Les talents du
cerveau, le défi des machines



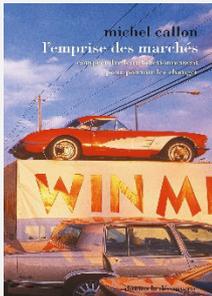
CARLES Cédric, ORTIZ
Thomas et DUSSERT Éric
(2018), *Rétrofutur. Une
contre-histoire des
innovations énergétiques*



UGHETTO Pascal (2018),
Organiser l'autonomie au
travail. Travail collaboratif,
entreprise libérée, mode
agile... L'activité à l'ère de
l'auto-organisation



CALLON Michel (2018),
L'Emprise des marchés.
Comprendre leur
fonctionnement pour pouvoir
les changer



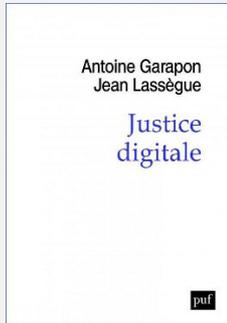
HAËNTJENS Jean (2018),
Comment les géants du
numérique veulent
gouverner nos villes



DUBET François (2018),
Politiques des frontières



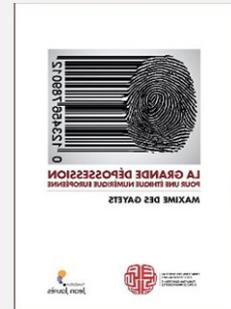
GARAPON Antoine et LASSÈGUE Jean (2018), Justice digitale. Révolution graphique et rupture anthropologique



SWATON Sophie (2018), Pour un revenu de transition écologique



GAYETS Maxime (des) (2018), La Grande Dépossession. Pour une éthique numérique européenne



INDEX DES TAGS

2

2030.....	3
2060.....	6

A

Afrique.....	3, 5
Afrique subsaharienne.....	2

C

Changement climatique.....	2, 6, 7
Climat de confiance.....	5
CO2.....	6

D

Décès.....	3
Département d'Etat américain.....	7

E

Ecart de richesse.....	4
Economie mondiale.....	6
Economies en développement.....	6
Emploi.....	4
Empreinte africaine.....	5
Equité intergénérationnelle.....	9
Etat islamique.....	7
Etats-Unis.....	7

I

Industries.....	5
Intelligence Artificielle.....	4
Investissements directs à l'étranger.....	5
Investissements intra-africains.....	5

Iran.....	7
-----------	---

M

Marché du travail.....	5
Marchés locaux.....	5
Masse salariale.....	4
Matières premières.....	6
Minéraux.....	6
Monde.....	3
Mortalité juvénile.....	3
Mortalité néonatale.....	3

P

Partenariats.....	5
Pays développés.....	4
Pays émergents.....	4
PIB.....	6

R

Réchauffement climatique.....	2
-------------------------------	---

S

Scénarios.....	2
Société.....	3

T

Terrorisme.....	7
-----------------	---

U

ubuntu.....	9
-------------	---